

ARRÊTÉ DU MAIRE
N°ST254RT2026

Objet : travaux raccordement électrique

29 avenue Ferdinand Gaillard

Du 11 août 2026 au 29 août 2026

(Arrêté temporaire)

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 2025 N°PM017RP2025, concernant le stationnement réglementé à Brignais,

Vu la permission de voirie n°2026/165 de la CCVG,

Vu la demande du 30 juillet 2026 formulée par l'entreprise MTPE,

Considérant qu'en raison des travaux de raccordement électrique au 29, avenue Ferdinand Gaillard réalisés par l'entreprise MTPE pour le compte de ENEDIS, la chaussée est réduite et le stationnement interdit, il convient de réglementer la circulation et le stationnement afin de prévenir tout risque d'accident et d'assurer la sécurité des usagers,

- ARRÊTE -

Article 1 : circulation et stationnement

Circulation :

- Mise en place d'une circulation alternée lors de la phase de terrassement/remblai (2 jours) :
 - Les restrictions de circulation sont levées à partir de 16h30 par la mise en place de ponts franchissables
 - Si les conditions techniques du chantier ne permettent pas la pose ou le franchissement des ponts en toute sécurité, l'alternat par feux sera maintenu durant la période d'inactivité et la nuit
 - Vitesse limitée à 30 km/h
- L'emprise des fouilles entraînent une réduction de la largeur de trottoir au droit du chantier. Un cheminement d'une largeur suffisante est maintenu et sécurisé ou un dévoiement piétons est mis en place.

Stationnement :

- Stationnement interdit sur les emplacements entre les n°16-n°18 avenue Ferdinand Gaillard
- Stationnement libéré à l'avancée du chantier

Article 2 : période

Les travaux sont exécutés du **11 août 2026 au 29 août 2026**

Article 3 : signalisation

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité et conformément à la réglementation en vigueur. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise. Toute dégradation qui pourrait être causée par l'occupation du domaine public sera à la charge du demandeur. Les lieux devront être remis en leur état initial.

Article 4 : accès riverains et services

Un panneau d'information riverains est mis en place sur site par l'entreprise. L'entreprise est tenue de veiller à maintenir l'accessibilité aux services de secours et de lutte contre l'incendie ainsi qu'aux services de police. Le service de ramassage des ordures ménagères est autorisé à passer. Le responsable des travaux devra laisser l'accès aux véhicules de collecte de déchets (la largeur restant sur le domaine public de 3 m de large sur une hauteur de 3 m 50) ou à défaut apporter les bacs non accessibles à un point de collecte desservi par le camion de collecte et les ramener après la collecte à leur point initial (contact avec le SITOM pour l'organisation de la collecte : 04.72.31.90.72).

Article 5 : information réglementaire

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : utilisation des bornes de puisage

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compteur, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

Article 7 : recours

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 8 : ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ; et au SDNIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

Mise en ligne le :

- 8 AOUT 2026

Fait à Brignais, le 6 août 2026

Pour le Maire et par délégation,

Solange VENDITTELLI, conseillère municipale déléguée à la voirie

